



Public Risk Management Organisation

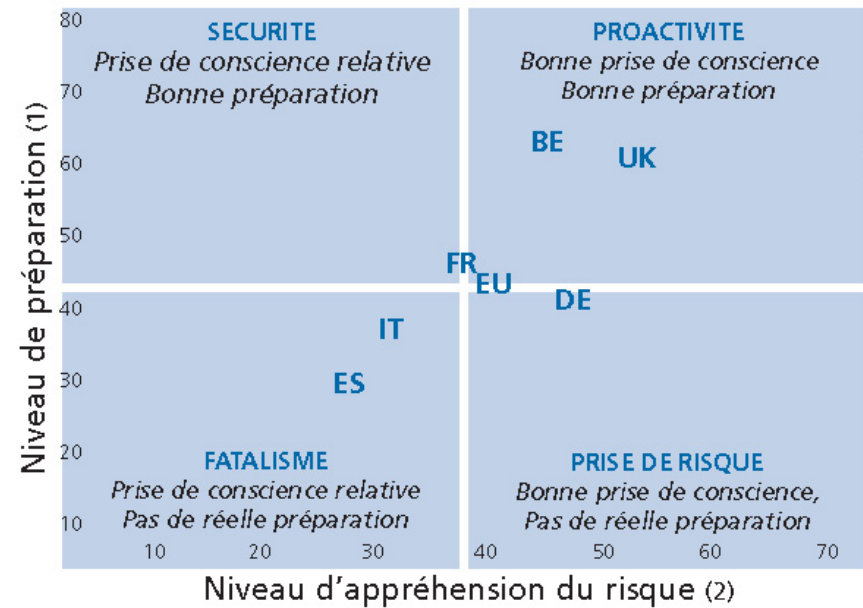
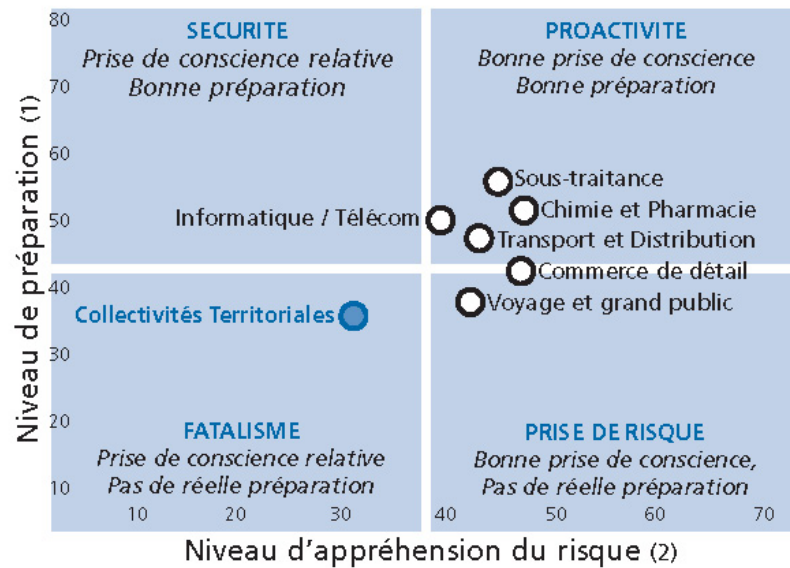
Premiers résultats de l'étude nationale

Radioscopie des risques
en secteur public :

Le risque vu par les collectivités locales

www.primoeurope.com

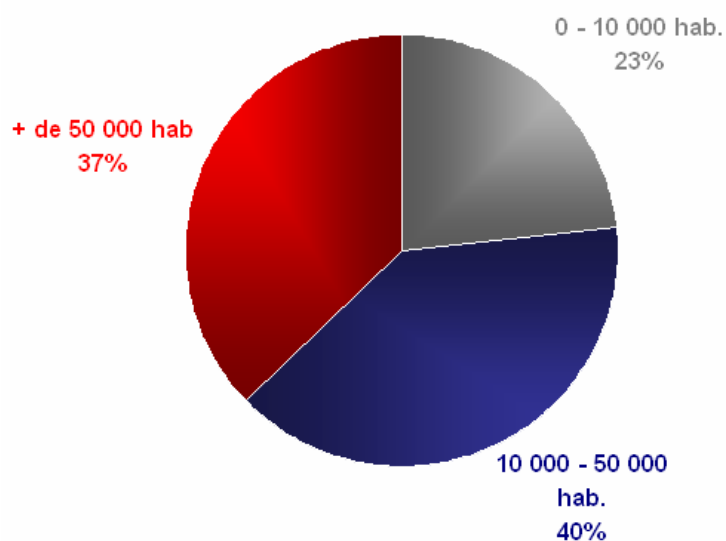
« 2005, les Collectivités Territoriales en retard... »



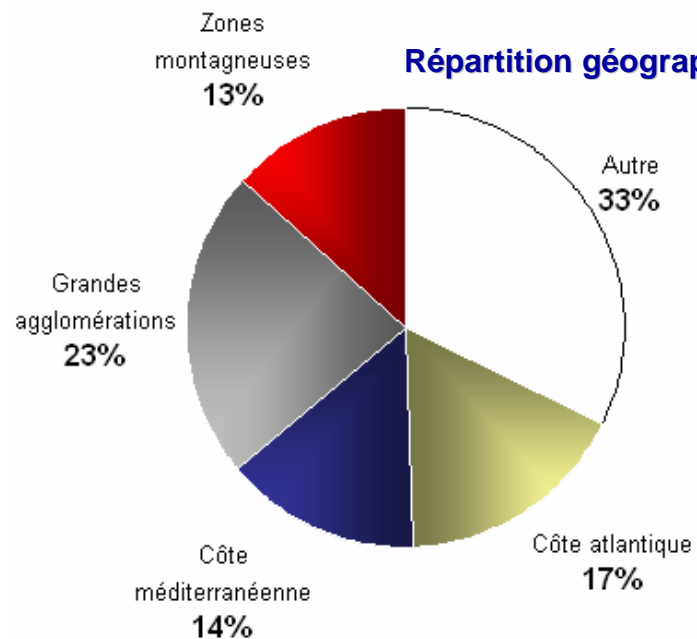
Méthodologie

- 180 collectivités locales.
*23 % de petites , 40% de moyennes et 37 % de grandes.
Réparties sur la France métropolitaine.*
- Réponses recueillies :
 - depuis le site Internet www.primoeurope.com
 - par entretiens téléphoniques auprès de Directeurs Généraux, Directeurs adjoints ou responsables des assurances.

Répartition par taille de collectivité



Répartition géographique



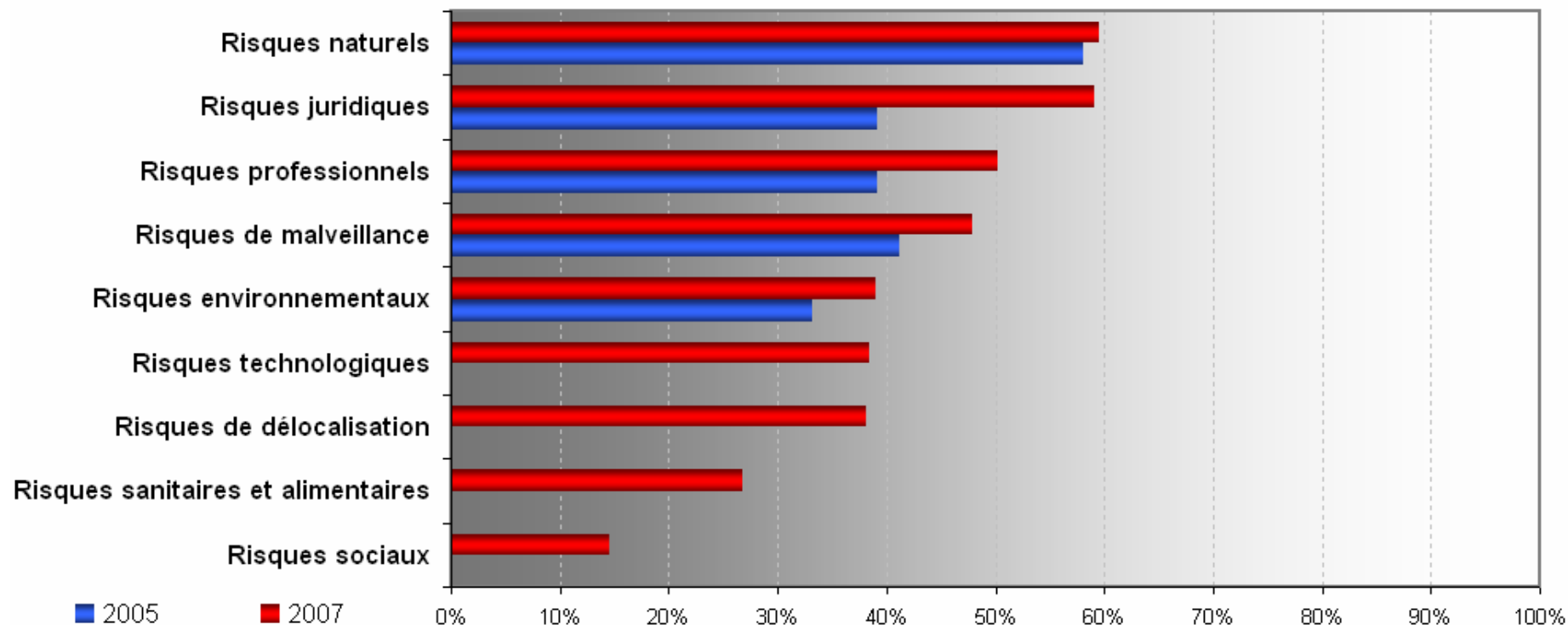
Les enseignements de l'étude 2007

- Risques perçus/risques gérés:
=> pourquoi un tel décalage ?
- Quelle organisation pour y répondre ?
- Le réel besoin de partage d'expériences

2005, les Collectivités Territoriales en retard ...

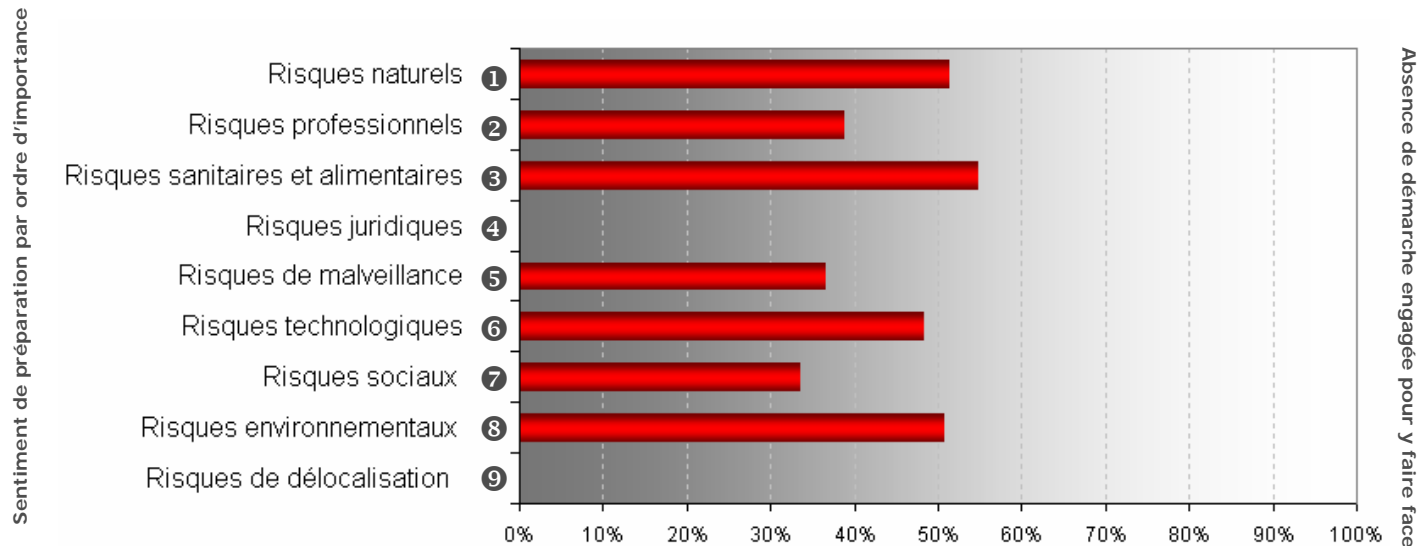
2007, une prise de conscience,

Degré de sensibilité face aux risques entre 2005 et 2007



2005, les collectivités territoriales en retard ...
2007, une prise de conscience,
mais peu de démarches engagées.

L'opposition entre préparation ressentie et préparation réelle



Un nombre important de communes **se disent « bien préparées aux risques »**, or :

=> les actions engagées pour y faire face sont encore peu nombreuses.

- *Malgré les incitations et contraintes réglementaires, seule la moitié des communes interrogées affirment avoir entrepris des actions comme les Contrats Locaux de Sécurité (CLS), l'Évaluation des risques professionnels (ERP) et le Plan Communal de Sauvegarde (PCS).*
- *42% n'ont pas cartographié leurs risques.*
- *60% n'ont jamais réalisé d'exercice de simulation de crise*

2005, les collectivités territoriales en retard ...
2007, une prise de conscience,
mais peu de démarches engagées.

*« Le Plan communal a été remplacé par un contrat de rivière pour les communes présentant un risque d'inondation »
Communauté de communes du Genevois*

Le Risque est perçu différemment selon la taille des Collectivités

- Plus de 50% des **petites collectivités** n'ont engagé aucune démarche de gestion de risques.
- Les **grandes villes** sont préoccupées par un plus grand nombre de risques:
 - le risque social (émeutes, manifestations)
 - le risque de malveillance.Problématique plus complexe: plusieurs axes des politiques publiques mêlés (urbanisme, logement, éducation, emploi)
- Pour les **petites et moyennes collectivités**, le risque professionnel est une véritable préoccupation.

2005, les collectivités territoriales en retard ...

2007, une prise de conscience,

mais peu de démarches engagées.

Éclairage

Point clé:

La Loi de modernisation de la sécurité civile d'août 2004 établit que les communes doivent faire face à leurs risques.

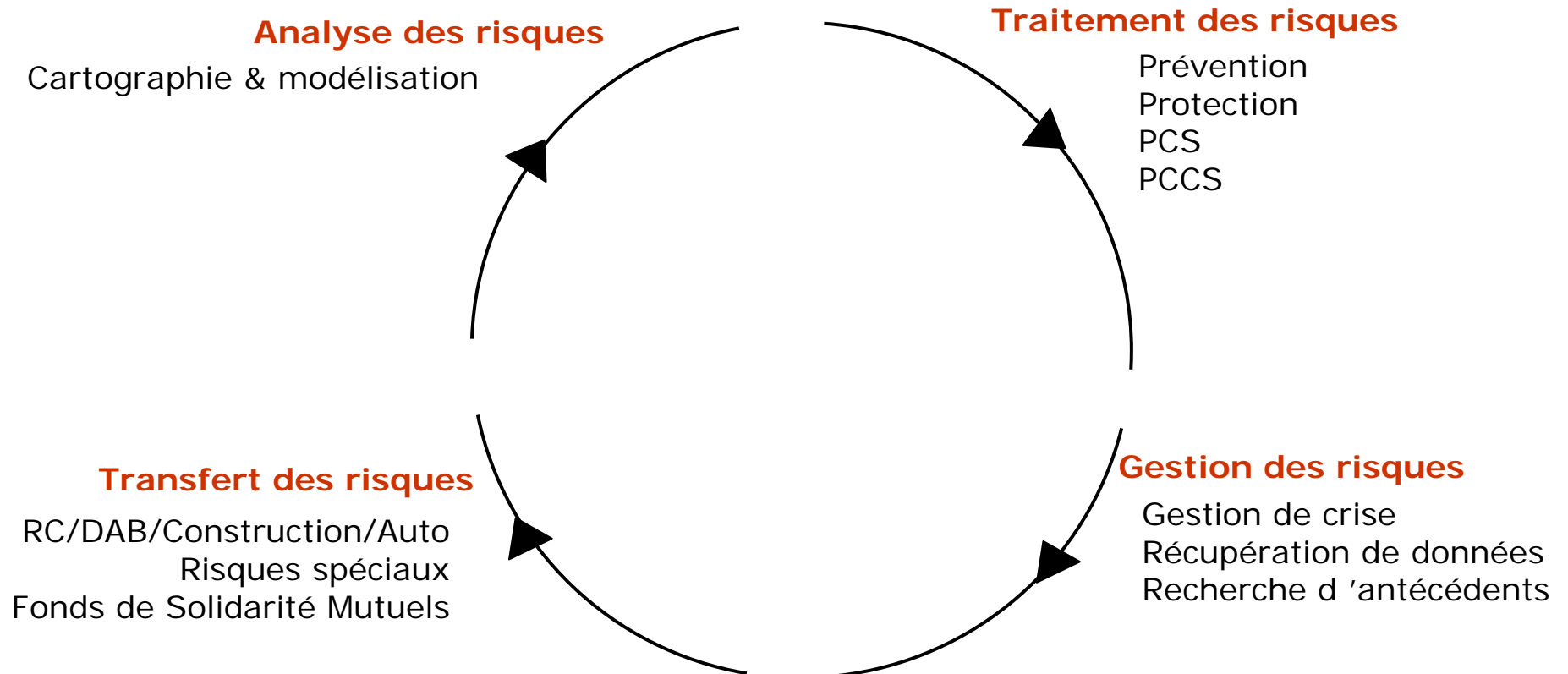
Responsabilité des dirigeants territoriaux et des élus peut être engagé.

- Le sentiment d'être préparé n'a pas de corrélation directe avec les actions engagées.
- Le sentiment de préparation est davantage dû au respect des obligations réglementaires qu'à une anticipation réelle des risques.
- Quand des actions ont été engagées, elles se cantonnent souvent à un seul type de risque.

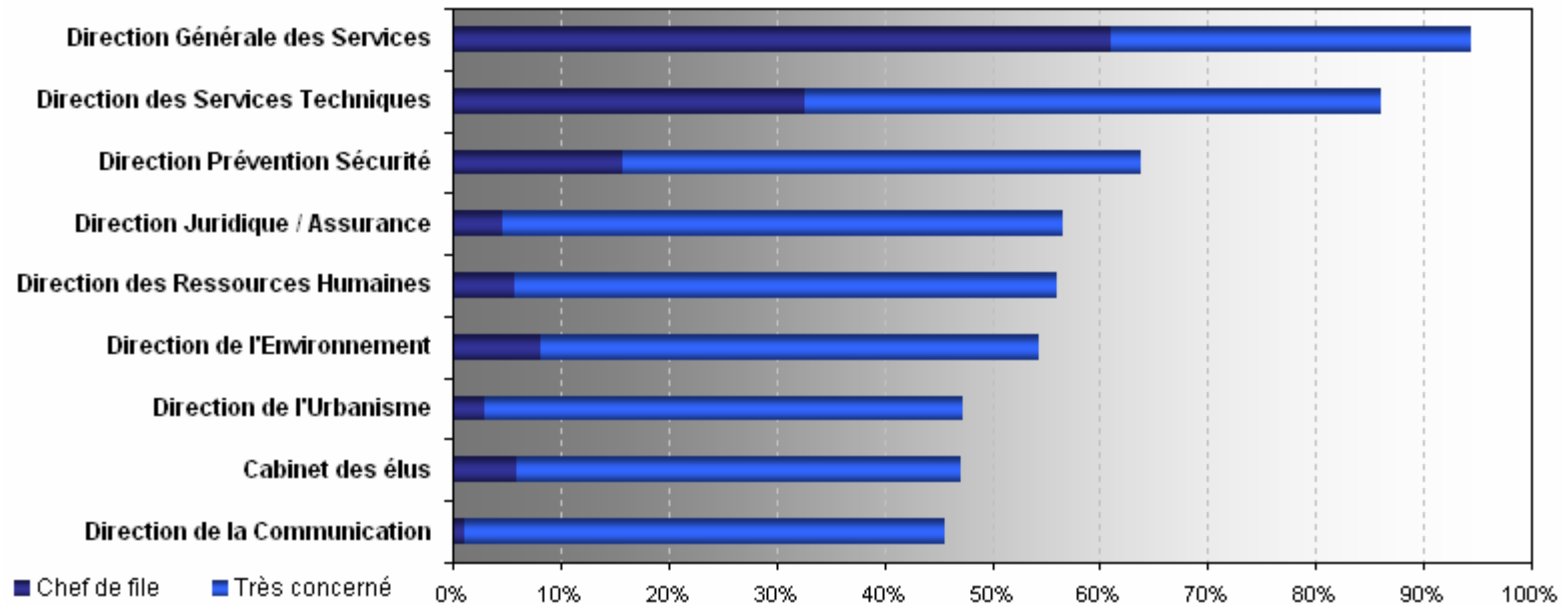
Réponse

- PRIMO souhaite inciter les collectivités à prendre en charge les risques, en amont des obligations légales et dans une approche globale et proactive.

Le « Cercle vertueux » De la gestion des risques en collectivité locales



Quelle organisation pour y répondre ?



Constat

- Parmi les collectivités ayant des collaborateurs dédiés à la gestion de risques, la Direction Générale des Services apparaît comme la plus concernée.

Quelle organisation pour y répondre ?

La DGS a demandé à fait effectuer une étude sur le bassin hydraulique présent sur la collectivité. Une formation de 1er secours a été donnée aux agents de la Direction Générale dans le cadre de simulation de gestion de crise.

Direction Générale de Paimpol

Éclairage

- 41 % de l'ensemble des collectivités n'ont pas de collaborateurs dédiés à la gestion de risque.
- 33% des moyennes et grandes collectivités n'ont aucun collaborateurs dédiés au sujet. Un réel effort est donc à fournir pour impliquer davantage l'ensemble des agents dans la gestion des risques.
- Globalement, la Direction Générale des Services apparaît comme la plus impliquée dans la gestion des risques, vient ensuite la Direction des services techniques.

Réponse

- La prépondérance de la Direction Générale conforte l'approche de PRIMO envers les cadres territoriaux.
- La mise en place de cycles de formation pour les cadres territoriaux est nécessaire.

Le réel besoin de partage d'expériences

Éclairage

- Les collectivités locales expriment par ordre d'importance les besoins suivants: information sur la gestion des risques en tête de liste, ensuite d'un réseau, puis de rencontres et enfin d'échanges avec les experts.
- 30% des collectivités interrogées estiment très important d'avoir un retour d'expérience sur ce qui se fait ailleurs.
- Le domaine de la gestion des risques en secteur public se complexifie: multiplication de la réglementation, nécessité de maîtriser les outils techniques.

Réponse

- PRIMO entend répondre aux attentes du secteur public local par la mise à disposition d'une bibliothèque en ligne sur le sujet, du partage de bonnes pratiques et de la mise en réseau par des rencontres thématiques régulières.

La formation et l'information au cœur du sujet

Organismes français reconnus en gestion des risques:



- L'EISTI propose un Master spécialisé Gestion des risques en collectivités locales
- L'IPGR de Marseille développe de nombreux travaux sur les risques urbains.
- L'IRMA de Grenoble, spécialiste du Risque majeur
- Le groupe Risques du Réseau Idéal

Associations étrangères de gestion des risques en secteur public local

- ALARM, l'association des « risk managers » du Royaume Uni
- PRIMA, association américaine des « risk managers »



Public Risk Management Organisation

Certains services d'incendie et de secours sont « oubliés » dans l'élaboration du Plan Communal de Sauvegarde. Il reste des efforts à fournir dans la coordination des acteurs locaux.

Conseiller technique à la FNSPF

On pardonne de moins en moins aux municipalités de ne pas avoir été à la hauteur.

Direction de l'Institut National de l'environnement et des risques industriels

L'information est diffusée à tous les acteurs de la commune, habitants, entreprises, système d'alerte, numéro vert, livret d'information mis à jour pour tous les agents, astreintes par rotations territorial/ élu.

Responsable Sécurité civile de Feyzin dans le Rhône

Exposée au risque chimique et précédent d'une catastrophe majeure

Le risque vu par les collectivités locales

www.primoeurope.com